

TITRE : Que faire lorsqu'une famille veut une autopsie pour un patient décédé en établissement?

Les balises légales se retrouvent dans la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* et dans le *Code civil du Québec*. Ainsi :

Loi sur la recherche des causes et circonstances de décès

Article 35 :

Lorsqu'un décès survient dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, le directeur des services professionnels de cet établissement ou une personne sous son autorité peut prendre les mesures pour faire établir par un médecin les causes probables de ce décès.

...

Article 36 :

À moins qu'elle n'ait des motifs raisonnables de croire qu'un coroner, un médecin ou un agent de la paix en a déjà été averti, toute personne doit aviser immédiatement un coroner ou un agent de la paix d'un décès dont elle a connaissance lorsqu'il lui apparaît que ce décès est survenu par suite de négligence ou dans des circonstances obscures ou violentes ou lorsque l'identité de la personne décédée lui est inconnue.

Code civil du Québec

Article 46 :

L'autopsie peut être effectuée dans les cas prévus par la loi ou si le défunt y avait déjà consenti; elle peut aussi l'être avec le consentement de la personne qui pouvait ou aurait pu consentir aux soins. Celui qui demande l'autopsie ou qui y a consenti a le droit de recevoir une copie du rapport.

Article 47 :

Le tribunal peut, si les circonstances le justifient, ordonner l'autopsie du défunt sur demande d'un médecin ou d'un intéressé; en ce dernier cas, il peut restreindre partiellement la divulgation du rapport d'autopsie.

Le coroner peut également, dans le cas prévu par la loi, ordonner l'autopsie du défunt.

Compte tenu de ce qui précède, si le décès d'un patient admis dans un établissement n'est pas survenu dans des circonstances violentes, obscures ou de négligence, la famille peut faire la demande d'une autopsie au médecin traitant ou au médecin qui complète le constat de décès. En cas de refus, la famille peut avoir recours au directeur des services professionnels, qui peut prendre toutes les mesures (LSSSS, art. 204-6). En cas d'échec, la famille pourra s'adresser au Coroner si les circonstances du décès le permettent; elle pourra également s'adresser au tribunal (Cour supérieure) pour obtenir l'autopsie. Ce dernier a un pouvoir discrétionnaire sur cette demande.

2012-01-16

Ressource CMQ : Direction des enquêtes (poste 4131) et Direction de l'amélioration de l'exercice (poste 5580)

Note légale

Cette fiche présente le contexte général dans lequel les éléments de réponse fournis peuvent s'appliquer mais ne constitue pas un avis médical ou juridique. Chaque situation particulière peut présenter des aspects spécifiques pouvant influencer sur la conduite du médecin. Toute personne qui se pose des questions relativement à des sujets reliés directement ou indirectement à la présente fiche devrait communiquer avec le Collège au numéro mentionné.